

*Questions orales*

me depuis quatre ou cinq ans. C'est exactement ce que reflètent les données d'aujourd'hui.

[Français]

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le ministre des Finances vient d'admettre que le ralentissement actuel de l'économie était créé spécifiquement par ce gouvernement, par ses politiques économiques.

Comme je viens de le dire, monsieur le Président, selon Statistique Canada, on apprend aujourd'hui que le Produit intérieur brut a diminué à cette étape-ci du cycle économique au cours des mois de janvier et février derniers. On apprend que le secteur manufacturier est déjà en récession et que les mises en chantier pour la construction résidentielle sont à la baisse. Alors, pourquoi le ministre n'admet-il pas qu'à cette étape-ci du cycle économique, il est temps de réduire les taux d'intérêt avant que toute l'économie ne se retrouve en pleine récession?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, encore une fois, je déconseillerais au chef de l'opposition de ne tenir compte que d'un seul indicateur économique. Il faut considérer l'économie dans son ensemble et nous voyons encore des indices de pressions inflationnistes aujourd'hui.

Je voudrais aussi signaler à mon ami ce que j'ai maintes fois répété la semaine dernière à la Chambre. Un gouvernement qui procède à l'élaboration d'une politique économique doit envisager d'autres solutions. Celles que nous avons dû envisager par le passé, comme ce fut le cas du gouvernement en place dans les années 70, sous-estimaient l'importance de l'inflation.

Nous ne tomberons pas dans le panneau cette fois-ci. Sinon, nous risquons de nous retrouver dans la même situation qu'en 1981-1982 et de voir le taux d'inflation grimper à 13 p. 100 et les taux d'intérêt s'élever à plus de 20 p. 100. Il est évident que c'est ce qui a entraîné la récession de la période 1981-1982.

\* \* \*

**LES AFFAIRES INDIENNES**

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures, concerne la collectivité mohawk d'Akwesasne.

Le ministre n'est pas sans savoir que les conditions de vie à Akwesasne sont devenues tellement dangereuses, tellement terribles, que vendredi et samedi derniers plu-

sieurs centaines d'habitants du village de St-Regis, à Akwesasne, ont dû être évacués par bateau jusqu'à Cornwall, en Ontario.

Le ministre pourrait-il nous préciser s'il a réussi à convaincre les autorités américaines de prendre les mesures nécessaires afin de désarmer les membres de la Société des Warriors qui luttent du côté américain de la frontière?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député non seulement pour sa question, mais également pour la façon très constructive dont il a abordé une crise qui touche ses électeurs. La situation inquiète également tous les députés.

Je suis en rapport avec le secrétaire d'État américain, M. Baker. Je lui ai précisé que la situation à laquelle nous devons faire face est très proche de l'anarchie et, qu'à notre avis, la source du problème se trouve en grande partie du côté américain, et je l'ai invité à exhorter les autorités américaines, et notamment celles de l'État de New York, à intervenir.

Je n'ai pas encore reçu de réponse de la part de M. Baker, mais je crois comprendre qu'il m'en a envoyé une par courrier. Je suis persuadé que les Américains traiteront cette question avec autant de sérieux que nous.

Je peux préciser au député qu'il y a aujourd'hui une rencontre des autorités policières américaines et canadiennes, des représentants de tous les corps policiers concernés, afin de s'assurer de coordonner les efforts policiers tendant à mettre un terme à la crise dont il parle.

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le ministre pour sa réponse.

Comme il le sait pertinemment, au cours du week-end, le chef de l'Assemblée des Premières nations, le chef George Erasmus, a demandé officiellement qu'on fasse appel à la garde nationale américaine, afin de rétablir l'ordre public du côté américain.

Étant donné cette déclaration, je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il s'est mis personnellement en rapport avec le gouverneur Mario Cuomo de l'état de New York, ou s'il entend le faire, afin de bien lui faire comprendre l'urgence de cette question?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, des fonctionnaires de mon ministère se sont mis en rapport, par le biais du consulat général du Canada à New York, avec le bureau